



Il y aura près de 3 millions d'étudiants en 2025

En dix ans, «l'université (hors IUT) gagnerait 238 000 inscriptions d'étudiants. Crédits

photo: BURGER/Phanie

Si les tendances se prolongent, le ministère de l'Éducation nationale prévoit 2,9 millions d'étudiants en 2025, soit 350.000 étudiants de plus qu'en 2015. Un véritable défi pour les gouvernements futurs. La population étudiante ne cesse de croître en France. Selon une note d'information publiée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, il pourrait y avoir 2,9 millions d'étudiants en France à l'horizon 2025, soit 350.000 de plus qu'en 2015. Un véritable défi démographique et financier pour l'enseignement supérieur français qui se produira si, comme le précise la note, «les tendances en termes d'orientation, de poursuite d'études et de démographie se prolongeaient». Les projections 2025 du ministère sont effectuées par «prolongation des tendances» en matière de taux de poursuite des bacheliers dans l'enseignement supérieur et celles sur les effectifs futurs en classe de terminale, «les évolutions démographiques, et notamment les naissances nombreuses survenues en 2000, 2001 et 2006». Ruée vers l'université L'université devrait être le lieu d'accueil privilégié de ces nouveaux arrivants. En dix ans, «l'université (hors IUT) gagnerait 238 000 inscriptions d'étudiants (doubles inscriptions des étudiants de CPGE comprises), soit une hausse de 15,7%» indique la note du ministère. Une augmentation qui sera particulièrement marquée en licence (+ 18 %), légèrement moins pour le cursus master (+ 13,9%). En revanche, la poursuite des études semble marquer le pas à bac +5. Selon les prévisions, les effectifs de doctorants n'augmenteraient que de 1,7% entre 2015 et 2025, une preuve de plus que le doctorat n'attire plus les jeunes.» Lire aussi - Les étudiants manquent de place dans les bibliothèques universitaires Les inscriptions de ces futurs étudiants se porteraient majoritairement vers les sciences et sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) qui accueilleraient 98 700 étudiants supplémentaires, et en lettres et sciences humaines (+81 000). «La progression serait plus modérée en droit, en économie et en santé». Entre 2015 et 2025, la croissance serait moindre qu'à l'université dans les trois autres filières principales: IUT (+ 10,7%), classe préparatoire (+9,6%) et STS (+6,8%). Des prévisions remises en cause par l'élection présidentielle? Mais les prévisions ministérielles pourraient très rapidement être remises en cause. Dès le 7 mai prochain, lorsque l'élection présidentielle aura rendu son verdict, les règles du jeu de l'enseignement supérieur français, et en particulier celles concernant l'université, pourraient changer. «Le scénario suppose que l'environnement législatif reste le même sur l'ensemble de la période de projection, à savoir qu'aucune nouvelle réforme n'affecte les lycées, les établissements d'enseignement supérieur ou les différents cursus d'études. Il suppose également que les capacités d'accueil des filières sélectives peuvent être augmentées dans certaines proportions pour accueillir les flux supplémentaires d'étudiants» indique la note. Or, plusieurs candidats à l'élection présidentielle ont indiqué vouloir réformer l'université. François Fillon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, par exemple, souhaitent instaurer une sélection à l'entrée de la licence universitaire. Autre facteur déterminant, l'investissement qu'il sera nécessaire de faire pour permettre aux universités d'accueillir ces nouveaux étudiants. Hormis pour l'exercice 2017, leur budget a stagné durant le quinquennat, et les établissements et les syndicats étudiants dénoncent régulièrement le manque de moyens. Sans un effort considérable durant les huit prochaines années, la vitalité démographique de l'enseignement supérieur français pourrait devenir problématique.